



Partnership for Good Governance



Projet de coopération parlementaire de l'APCE avec les parlements de :
Arménie, Azerbaïdjan, Belarus, Géorgie, République de Moldova et Ukraine
Dans le cadre du Partenariat pour la bonne gouvernance (PGG)
Phase I, 2015-2017

OBJET

Le Partenariat oriental – par la suite Partenariat pour la bonne gouvernance (PGG) - a été développé en 2014 à l'occasion de la mise en place d'une coopération cadre programmatique (PCF), une nouvelle modalité de coopération entre l'Union européenne (UE) et le Conseil de l'Europe (CE), pour six pays partenaires : Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Géorgie, République de Moldova et Ukraine. Il a été mis en œuvre par phases de 3 ans de 2015 à 2020 (voir lien vers les pages PGG : <https://pjp-eu.coe.int/en/web/eap-pcf/home?desktop=true>).

Ce programme conjoint, financé par l'UE et le CE et mis en œuvre par le Conseil de l'Europe, s'appuie sur les politiques et priorités du CE et de l'UE dans le contexte de la région du « Partenariat oriental » et sur l'expertise du CE en matière de normalisation, de suivi et de son expérience de coopération avec ses partenaires.

Son principal plan d'action pour la phase I visait à renforcer l'état de droit, à accroître le respect des droits de l'homme et à promouvoir la gouvernance démocratique, qui sont au cœur des normes du Conseil de l'Europe.

PROJECT DE L'APCE

L'APCE a contribué à la phase I, en 2015-2017, en développant la coopération parlementaire entre paires avec les parlements de la région, en sensibilisant les membres des parlements nationaux à la nécessité de leur implication plus forte dans les réformes démocratiques et dans la garantie et le respect des droits de l'homme dans leur pays.

Activités de l'APCE visaient à mettre en œuvre ses résolutions sur le terrain. Elles ont été organisées par la Division de soutien de projets parlementaires en coopération avec les commissions compétentes de l'APCE et d'autres partenaires afin de renforcer le rôle et la structure des parlements nationaux de six partenaires pour mieux garantir dans leurs pays :

- Gouvernance démocratique par l'amélioration du système électoral démocratique, qui peut garantir le droit à des élections libres et équitables à tous les citoyens (*Résolution 1897 (2012) Garantir une plus grande démocratie dans les élections*) ;
- Respect des droits de l'homme par une mise en œuvre effective des normes relatives aux droits de l'homme souscrites dans la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) dans la législation nationale (y compris la Charte sociale européenne) et par le contrôle par le Parlement de l'exécution effective des arrêts de la Cour EDH (*Résolution 1823 Parlements nationaux garants des droits de l'homme en Europe et Résolution 17871 (2011) Mise en œuvre des arrêts de la Cour EDH* ») ;

- Respect de la liberté et de la transparence des médias, y compris la radiodiffusion publique, et de la sécurité des journalistes (*Résolution 1920 (2013) sur l'état de la liberté des médias en Europe*).

MISE EN ŒUVRE ET RÉSULTATS

L'Assemblée a organisé 18 activités en 3 ans : 6 activités en 2015, 5 activités en 2016 et 7 activités en 2017, avec un nombre total de 793 participants inscrits : 402 parlementaires et 391 autres participants : membres du personnel des parlements nationaux, experts, ONG, organisations nationales ou internationales spécifiques.

Quatre thèmes majeurs ont été développés en coopération avec les commissions de l'APCE et d'autres partenaires au cours de nos activités (*voir également calendrier chronologique des activités mises en œuvre ci-dessous*), ce qui a contribué en premier lieu à la sensibilisation des membres des parlements nationaux des pays partenaires (avec un impact limité sur le Parlement du Bélarus qui n'est plus membre de l'APCE), puis à leur plus grande implication et actions concrètes conduisant à une meilleure mise en œuvre des textes adoptés de l'Assemblée ainsi que des normes du Conseil de l'Europe dans leurs pays:

- ❖ DROITS DE L'HOMME : cinq activités ont été organisées en coopération avec la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme (AS/JUR) et deux autres partenaires principaux : la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) et le Service de l'exécution des arrêts de la CEDH (DG I) – deux séminaires parlementaires régionaux sur le rôle des parlements nationaux dans la mise en œuvre des normes de la CEDH (Tbilissi, septembre 2015 et Budapest, juin 2017) ; un séminaire de renforcement des connaissances de la CEDH pour le personnel des parlements nationaux (Strasbourg, mars 2015) et deux activités pour le Parlement de la Géorgie (Strasbourg, avril 2016 et Borjomi, mars 2017) ;
- ❖ CHARTE SOCIAL EUROPÉENNE DANS LE CADRE DE LA CEDH : quatre activités ont été organisées en coopération avec la Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable (AS/SOC) – deux séminaires parlementaires sur la promotion des droits sociaux dans les pays partenaires (Chisinau, mai 2015 et Baku, juin 2017) ; un séminaire parlementaire sur la protection sociale, juridique et économiques des enfants et des jeunes gens (Paris, octobre 2016) et un séminaire parlementaire sur l'égalité des chances en matière d'emploi et l'inclusion pour tous (Paris, 28 octobre 2017) ;
- ❖ ÉLECTIONS: quatre activités ont été organisées en coopération avec la Division des observation des élections et de la coopération interparlementaire (ELECT) et la Commission de Venise, avec la participation des représentants des ONG et des CEC (Commissions centrales électorales) – deux conférence parlementaires régionales pour les six parlements partenaires : une sur la mise en œuvre du droit aux élections libres et l'application des normes électorales du CE (Paris, juin 2015) et une sur les abus des ressources administratives pendant les processus électoraux (Londres, novembre 2017) ; également une table ronde au niveau national sur les standards et processus électoraux pour le Parlement de Belarus (Minsk, mai 2016) et une conférence parlementaire transversale (voir 'médias') sur la liberté des médias, pierre angulaire des élections démocratiques (Berlin, juillet 2016) ;
- ❖ MÉDIAS : quatre activités ont été organisées en coopération avec la Commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias (AS/CULT) et différents organes des médias et de la diffusion audiovisuelle – une conférence régionale parlementaire sur la sensibilisation à la sécurité des journalistes (Kiev, juin 2015) ; deux conférences régionales sur le rôle des parlements nationaux dans l'amélioration de la liberté, de l'indépendance et du pluralisme des médias (Londres, avril 2016 et Budapest, décembre 2017) et une conférence parlementaire transversale (voir 'élections') sur la liberté des médias, pierre angulaire des élections démocratiques (Berlin, juillet 2016).

Pour plus de détails, voir le lien vers notre rapport de synthèse sur «Les activités dans le cadre du Partenariat pour une bonne gouvernance mis en œuvre par l'APCE en 2015-2017», disponible dans nos «Liens utiles»: <https://assembly.coe.int/LifeRay/APCE/pdf/PPSD/2018/PPSD-2018-06-FR.pdf>

**CALENDRIER DES ACTIVITÉS MISES EN OEUVRE EN 2015-2017
et les statistiques de participation**

Date and Lieu / partenaire	Activité	Députés	Autres participants
2015 (6 activités)			
19-20 mars 2015 STRASBOURG (AS/JUR)	Séminaire de renforcement des connaissances de la Convention européenne des droits de l'homme (exécution des arrêts) pour les fonctionnaires de parlements nationaux	0	45
18 mai 2015 CHISINAU (AS/SOC)	Séminaire parlementaire sur « Encourager les droits sociaux dans les pays du Partenariat oriental : se concentrer sur la Charte sociale européenne »	37	10
12 juin 2015 KIEV (AS/CULT)	Conférence régionale de sensibilisation sur la sureté des journalistes	15	22
4-5 juin 2015 PARIS (ELECT)	Conférence parlementaire régionale sur la mise en œuvre du droit à des élections libres : le défi de l'application des législations électorales et le respect des normes du Conseil de l'Europe	22	50
21-22 septembre TBILISSI (AS/JUR)	1er Séminaire régional sur le rôle de parlements nationaux dans la mise en œuvre des normes de la Convention européenne des droits de l'homme	21	22
10-11 décembre 2015 PARIS (AS/PRO)	Séminaire parlementaire régional sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales : législation et mécanismes de contrôle	22	20
Total		117	169
TOTAL 2015		286	
2016 (5 activités)			
11 avril 2016 LONDRES AS/CULT	Conférence régionale sur le rôle de parlement nationaux dans l'amélioration de la liberté, de l'indépendance, de la transparence et de la diversité des médias	22	23
25-26 avril 2016 STRASBOURG AS/JUR	Atelier sur la Convention européenne des droits de l'homme : la dimension parlementaire, pour le Parlement de Géorgie	18	9
18 mai 2016 MINSK (ELECT)	Table ronde nationale sur les normes électorales et l'amélioration du processus électoral au Belarus	37	10
4 juillet 2016 BERLIN (AS/CULT - ELECT)	Conférence parlementaire régionale sur la liberté des médias, pierre angulaire des élections démocratiques	22	33
28 octobre 2016 PARIS (AS/SOC)	Séminaire parlementaire sur « Les droits des enfants et des jeunes personnes à une protection sociale, juridiques et économique »	18	9
Total		117	84
TOTAL 2016		201	

2017 (7 activités)			
17 mars 2017 BORJOMI (AS/JUR)	Table ronde sur le rôle du Parlement géorgien dans la mise en œuvre des normes de la Convention européenne des droits de l'homme	12	5
2 juin 2017 BAKU (AS/SOC)	Séminaire parlementaire national sur « Promouvoir les droits socio-économiques en Azerbaïdjan du point de vue de la Charte sociale européenne »	19	12
12-13 juin 2017 BUDAPEST (AS/JUR)	2 ^{ème} Séminaire Régional sur le rôle de parlements nationaux dans la mise en œuvre des normes de la Convention européenne des droits de l'homme	22	9
7-8 septembre 2017 LISBONNE (AS/MIG)	Conférence de lancement du Réseau parlementaire sur les politiques des diasporas	54	44
28 octobre 2017 PARIS (AS/SOC)	Séminaire parlementaire « Emploi, formation et égalité des chances : garantir à tous un traitement équitable et l'intégration »	21	14
9-10 novembre 2017 LONDRES (ELECT)	Conférence Régionale sur « L'abus des ressources administratives pendant les processus électoraux : un défi majeur pour des élections démocratiques »	26	32
6 décembre 2017 BUDAPEST (AS/CULT)	Le rôle des parlements nationaux dans l'amélioration de l'indépendance et du pluralisme des médias	14	22
Total		168	138
TOTAL 2017		306	
TOTAL POUR 3 ANS - 18 ACTIVITÉS		793	